



Se couper un bras ?

Vendredi 26 mai 2017 - N°171



par Hubert Tassin – Président des P.P.

Le Grain de Sel de la semaine dernière m'a à nouveau donné l'occasion d'évoquer la nécessité d'un plan d'économies collectif (Trot, Galop et organismes communs), et l'impérative construction d'un nouveau modèle réglementaire et fiscal pour assurer dans le moyen et le long terme la dynamique des filières.

La résignation, ce suicide quotidien, est une attitude facile. Elle ne demande pas d'efforts. Elle ne suscite pas de déception puisqu'elle est sans espoir. Certains peuvent s'y laisser aller et accepter par avance que le gouvernement reste sourd à ce besoin de renouveau et, ainsi, condamner par avance l'Institution à un régime sec et à l'acceptation d'une spirale de récession conduisant à la marginalisation durable de l'activité de courses et de l'élevage. Je ne suis pas de ceux-là. Les P.P. ne sont pas de ceux-là.

Les hippodromes parisiens

J'entend évidemment les doutes exprimés par ceux qui, lassés d'une politique beaucoup trop

systématiquement défavorable depuis près de dix ans, estiment que les courses n'auront rien à gagner dans leurs relations avec l'Etat. Pour ceux-là, grande est la tentation de jouer au Monopoly. Je vends Saint-Cloud, je rachète Evry, je rends Auteuil à la Ville de Paris, je concentre tout sur Longchamp...

Au premier abord, Saint-Cloud vaut de l'or compte tenu de sa situation foncière d'exception. On pourrait vendre le site à bon prix et ainsi combler cinq ou six ans de déficit... Et alors ? Collectivement, nous aurons perdu un hippodrome particulièrement sélectif, probablement un des meilleurs au galop, et ainsi considérablement appauvri l'outil de travail, sacrifiant le long terme au court terme. Nous serons tombés dans le travers dénoncé par le dicton populaire « payer la bonne en vendant les bijoux de famille ».

Le raisonnement vaut dans un autre registre pour Auteuil, que certains voudraient fermer pour réduire (de 3 ou 4 millions d'euros) les loyers dus chaque année à la Ville de Paris. Construire de nouveaux tracés très différemment sélectifs au milieu des pistes de Longchamp, ce serait prendre le risque de tuer la sélection de notre élevage et de notre dressage d'obstacle, leaders dans le monde. Le sacrifice serait impossible à mesurer ! D'autres imaginent racheter le champ de courses d'Évry (!) pour y installer les parcours d'Auteuil... et perdre ce formidable atout que constitue un hippodrome presque en pleine ville. Beaucoup se souviennent de l'hippodrome d'Évry comme d'un site coquet

Le Grain de Sel du vendredi

29, rue Claude Terrasse 75016 Paris • Tél. 01 46 21 80 82 • Fax 01 46 21 80 85
associationpp@yahoo.fr • www.lespp.fr



et fonctionnel. Certainement pas comme d'une vitrine internationale capable de rassembler un public nombreux et enthousiaste.

Le maillage territorial

Reste le sempiternel débat sur la « carte de France des hippodromes », formule devenue rituelle pour désigner la chasse aux champs de courses qu'il conviendrait de fermer.

Nous savons tous que certains sites devront fermer. Ceux qui ne trouvent pas au moins deux des trois moteurs de l'activité : bénévolat, public, sponsors (ce qui inclut les collectivités territoriales) ne peuvent espérer durer sous une perfusion improbable de l'Institution, c'est-à-dire finalement des propriétaires et des éleveurs. Petit à petit, ces hippodromes qui perdent leur raison d'être doivent un jour renoncer.

Au risque de me répéter, mais c'est une conviction profonde qui fonde mon engagement dans les instances des courses, je considère que notre maillage territorial est une richesse, peut-être la première de l'Institution, un instrument de communication, de diffusion de la culture hippique et enfin de sensibilisation des élus.

Mener une politique « volontariste » de fermeture d'hippodromes est une démarche de court terme qui produirait de vagues économies, mais reviendrait à se couper un bras. Un bras qui manquera singulièrement lorsqu'il faudra reconstruire la croissance.

Préserver l'outil de travail

Réduire les déficits des centres d'entraînement est un objectif. C'est une question d'équité entre

propriétaires. La tentation de la solution de facilité est sans surprise : il « suffirait » de fermer quelques-uns des grands centres d'entraînement aux déficits insupportables pour que les budgets s'améliorent.

Il faut être réaliste. Les centres d'entraînement sont autant d'outils de travail qui concourent à l'excellence de nos courses, à la réputation de nos entraîneurs, à la mise en valeur des produits de notre élevage. Nombreux sont les propriétaires qui aiment avoir des chevaux à une distance raisonnable de chez eux pour aller voir leurs élèves à l'entraînement. Envisager de fermer un centre parisien ou marseillais, ce serait imaginer une économie à courte vue. Des propriétaires disparaîtront. Des chevaux s'éloigneront des hippodromes Premium... avec une conséquence évidente sur le nombre de partants dans les épreuves « PMU » engendrant une nouvelle menace sur la recette. Somme toute, de fausses économies. Une stratégie de restauration des équilibres, qui passe par une transparence réelle des coûts totaux (immobilisation de capital et entretien) doit être menée. Mais en s'interdisant de casser.

Je suis de ceux qui réclament avec le plus d'énergie un plan d'économies ambitieux et volontariste. Mais économies ne peut être synonyme de solution de facilité court termiste qui consisterait à se couper, sans réfléchir, un bras et même deux pour le regretter lorsqu'il faudra saisir la chance d'un retour à la croissance.

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr